

RDC : La Lucha Sous L'ère Tshisekedi - Une Marginalisation Relative, Prix De L'intransigeance

mardi 11 janvier 2022, par [POLET François](#) (Date de rédaction antérieure : 3 janvier 2022).

Au Congo, le mouvement de jeunes La Lucha a été à la pointe des mobilisations contre Kabila. L'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi début 2019 a inauguré une configuration politique plus complexe, dans laquelle l'intransigeance du mouvement est moins en phase avec l'opinion publique. Face à l'évolution antidémocratique du nouveau régime, le travail de « veille citoyenne » de la Lucha est davantage présent dans les médias que dans la rue.

Le mouvement La Lucha est créé en 2012 dans la ville de Goma, à l'est de la République démocratique du Congo, par une poignée de jeunes fasciné.es par les « révolutions » arabes et lassé.es tant des formes consensuelles de participation associative que des manifestations émeutières sans lendemain. Après avoir enchaîné les luttes sur des enjeux sociaux locaux (emploi, eau, sécurité), le mouvement acquiert une stature nationale au cours de l'année 2015, dans le cadre des mobilisations de la jeunesse contre la prolongation du deuxième mandat de Joseph Kabila (qualifiée de « glissement » du calendrier électoral). C'est au cours de cette année que l'organisation adopte définitivement l'appellation de « mouvement citoyen », inspirée par les organisations sœurs Y'en a marre (Sénégal) et Balai citoyen (Burkina Faso). La Lucha est rapidement imitée par d'autres groupes de jeunes congolais, à commencer par Filimbi, qui voient dans le label médiatiquement valorisé de « mouvement citoyen » un moyen de s'affirmer, ou à tout le moins d'exister sur la scène publique, dans un contexte où la jeunesse s'estime mal représentée dans les organisations politiques et la société civile congolaises.

Entre 2015 et 2018, la Lucha incarne une nouvelle forme de radicalité démocratique dans le champ politique congolais. Radicalité dans les moyens d'action - les militant.es descendent régulièrement dans la rue pour dénoncer le non-respect de la Constitution en dépit de la répression policière systématique. Radicalité dans les revendications - à la différence des partis d'opposition (en ce compris l'UDPS [1] de l'opposant historique Étienne Tshisekedi), de la société civile et de l'église catholique, la Lucha demeure inflexible dans son opposition à toute forme de prolongation du mandat présidentiel. Radicalité enfin dans le mode d'organisation - le collectif observe tant bien que mal un fonctionnement horizontal, à l'opposé des partis et des structures de la société civile (ONG et associations), qui « appartiennent » généralement à leur fondateur.trices.

La Lucha est arrivée à convertir sa faiblesse physique en ressource symbolique. De fait, la répression et les arrestations de militant.es constituent le principal levier de publicisation du mouvement. Leur posture sacrificielle impressionne la jeunesse politisée comme les opposants et force l'admiration des journalistes internationaux. Entre 2015 et 2017, le mouvement est considéré par les observateurs comme la pointe avancée de la jeunesse qui se mobilise contre Kabila. Dans le même temps, la reconnaissance internationale grandissante et l'accès privilégié aux ambassades lui confèrent, ainsi qu'à Filimbi, une influence dans le jeu politique national. La logique d'extraversion qui caractérise le champ politique congolais joue ici à plein : « si les Occidentaux sont avec eux,

c'est que ces « petits » ont beaucoup de pouvoir ».

Néanmoins ces ressources symboliques et politiques ne vont paradoxalement pas de pair avec une capacité de mobilisation de la jeunesse et de la population congolaise en général. Cette faiblesse relative se vérifie lors d'épisodes pendant lesquels le mouvement est seul à appeler à manifester contre Kabila, comme à la fin de l'année 2016 ou au milieu de l'année 2017, dans un contexte de criminalisation de la protestation. Ce sont des prêtres catholiques qui prendront l'initiative et la tête des manifestations décisives du début de l'année 2018, à l'issue desquelles la pression internationale ne laissera d'autre choix à Joseph Kabila que d'organiser des élections et de ne pas se représenter.

L'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi en janvier 2019 inaugure une période marquée par une configuration politique complexe pour la Lucha. D'une part, alors que Kabila faisait l'unanimité contre lui durant son deuxième mandat [2], le nouveau président bénéficie du soutien de larges pans de la population, parce qu'il incarne l'espoir d'une sortie du « kabilisme » et tire parti du prestige de son nom, qui demeure associé au mouvement historique pour la démocratie dans l'imaginaire populaire. D'autre part, durant les deux premières années du mandat de « Fatshi » [3], le champ du pouvoir institutionnel est marqué par un rapport de force entre le nouveau président, en situation de faiblesse, et les partisans de Kabila, qui maintiennent un contrôle sur l'ensemble des institutions (politiques, juridiques, sécuritaires) hormis la présidence et une fraction du gouvernement. Cette cohabitation est le résultat du marché politique conclu dans la foulée des élections de décembre 2018 entre le FCC [4] du président sortant et la coalition de Félix Tshisekedi [5], alors que Martin Fayulu, de la coalition Lamuka [6], est selon toute vraisemblance arrivé largement en tête du scrutin. [7]

La Séquence Électorale De Décembre 2018

Le scénario des élections de décembre 2018 illustre les difficultés de positionnement à venir pour la Lucha. Pour rappel, la Conférence épiscopale congolaise (CENCO), forte de son réseau national d'observateurs, avait annoncé connaître le nom du vainqueur avant même la proclamation officielle des résultats, en vue de faire pression sur la Commission électorale nationale indépendante (CENI) afin qu'elle annonce le « vrai » vainqueur [8]. Avec la même intention, la Lucha avait été un cran plus loin, en adressant sur twitter ses félicitations à « Monsieur le Président » Martin Fayulu. Six jours plus tard, c'est pourtant Félix Tshisekedi qui est donné vainqueur par la centrale électorale. Malgré la contestation de la CENCO et les pressions internationales, la requête introduite par Martin Fayulu auprès de la Cour constitutionnelle n'aboutit pas et la victoire de Félix Tshisekedi est confirmée. Craignant que leur contestation des résultats n'alimente des affrontements violents, les pays occidentaux se résolvent à accepter le verdict. La Lucha opère alors une courbe rentrante et « prend acte » de la proclamation. [9]

L'attitude des parties prenantes à la controverse électorale a été influencée par les réactions populaires à l'annonce des résultats. Dans l'ensemble, les manifestations de colère ont eu peu d'ampleur, parfois moins que les démonstrations de joie [10]. Deux raisons expliquent cette acceptation apparente du verdict officiel par la population. La première tient au fait que les canaux d'information massivement écoutés par les Congolais n'ont pas accordé autant de crédit aux accusations de fraude que la presse internationale [11]. La deuxième réside dans la grille d'interprétation de la situation politique - ce qui était inespéré il y a encore quelques mois est finalement advenu : Kabila a lâché la présidence sans bain de sang. La fin - l'alternance pacifique - justifie les moyens - le non-respect de la règle du jeu -, dans un contexte où l'on ne s'attend pas à ce que les acteurs respectent cette règle.

L'épisode va durablement entamer le capital de sympathie dont bénéficiait la Lucha parmi la population, qui reposait sur sa réputation d'autonomie vis-à-vis des partis politiques. En effet, dans

un univers surpolitisé, où tous les acteurs sont supposés guidés par un intérêt partisan, d'aucuns estiment que le masque est tombé : l'attribution par le mouvement de la victoire à Fayulu avant même la proclamation des résultats est la preuve de l'existence d'une alliance avec le politicien. L'accusation se répand jusque dans les rangs de la Lucha, semant le trouble parmi les adhérents. Les responsables de la communication du mouvement ont beau répéter qu'il ne s'agissait pas de « défendre un camp contre un autre (...), mais de défendre l'expression souveraine du peuple » [12], le soupçon est durablement installé dans l'opinion publique. À cela s'ajoute l'accusation d'être « manipulé par l'Occident », agitée depuis 2015 par les partisans de Joseph Kabila et maintenant reprise par l'UDPS. Les réseaux tshisekedistes se sont en effet mobilisés pour diffuser une lecture nationaliste de la controverse électorale, suivant laquelle les Congolais étaient satisfaits du scrutin, mais pas les Occidentaux, dont le favori était Fayulu, et qui cherchaient dès lors à renverser le cours des événements en activant leurs relais au Congo.

Contrôle Citoyen D'un Président « Sous Tutelle »

Forcée de composer avec cette nouvelle donne, la Lucha se replie sur son rôle de contre-pouvoir face au nouveau chef d'État, en accord avec la mission de « responsabilisation des pouvoirs publics » qu'elle invoque depuis sa création. Cette volonté de pression constructive est formalisée dès la fin du mois de janvier 2019 dans une initiative de contrôle citoyen - la « Fatshimétrie » -, qui consiste à suivre systématiquement le degré de réalisation des engagements de la présidence, de manière à ce que le nouveau chef de l'État ait « en permanence à l'esprit que le peuple le tient à l'oeil ». Cette action d'évaluation est facilitée par le lancement en grande pompe, le 2 mars, du programme présidentiel d'urgence « des cent premiers jours », prévoyant une multitude de réformes et d'investissements dans les domaines social, sécuritaire, politique et des infrastructures.

Sous le hastag « #Fatshimétrie », la Lucha se met donc à distribuer quotidiennement bons et mauvais points sur twitter au chef de l'État. Durant la première année de l'ère Tshisekedi, période au cours de laquelle celui-ci multiplie les signaux de bonne volonté réformatrice à destination de la communauté internationale, la Lucha reconnaît certaines avancées impulsées par le président - la réouverture relative de l'espace civique et les « balbutiements » de la gratuité de l'enseignement de base en particulier -, bien que l'appréciation globale soit marquée par la « désillusion », du fait de la persistance de la corruption, de l'insécurité, de la misère et de l'absence d'État de droit [13]. À travers cet exercice, l'enjeu pour le mouvement est aussi de restaurer sa crédibilité, en adoptant un point de vue manifestement « objectif » ne pouvant être confondu avec celui de l'opposition, à laquelle on le soupçonne toujours d'être lié. [14]

Sur le plan de la mobilisation collective, la Lucha décide de se recentrer sur les préoccupations quotidiennes de la population. Ainsi la principale campagne nationale de manifestations en 2019 - « A bas les prix » - porte sur les hausses de tarifs des opérateurs de télécommunications. La nouvelle période est aussi marquée par ce que les militants appellent la « décentralisation » du mouvement, avec une multiplication des mobilisations des sections locales sur des enjeux sociaux, politiques et sécuritaires locaux (état de la voirie, tracasseries policières, criminalité, etc.), renouant de la sorte avec le registre d'action des débuts de la Lucha. Cet activisme local est particulièrement dynamique à l'est du pays, notamment sur l'enjeu sécuritaire dans le territoire de Beni [15]. La section de la Lucha de Beni est aux avant-postes des marches de la société civile locale pour réclamer l'éradication des groupes armés par les militaires congolais et la fin des tueries. C'est dans le cadre d'une de ces marches qu'un militant est tué par une balle policière le 24 novembre. Ce premier martyr de la Lucha sous l'ère Tshisekedi contribue à nationaliser l'enjeu de Beni au sein du mouvement.

Jusqu'au retournement de l'Assemblée par Étienne Tshisekedi à la fin de l'année 2020, la complexité de la configuration politique nationale - l'existence d'un pouvoir « à deux têtes » - amène la Lucha à

tenir un positionnement doublement paradoxal : d'une part elle exige du nouveau président qu'il en fasse plus, d'autre part elle reconnaît qu'il n'a pas le « pouvoir réel » ; d'une part elle lui demande de s'affirmer comme président, en s'émancipant de la tutelle de son prédécesseur, d'autre part elle continue à questionner sa légitimité électorale. Il faut se remettre dans le contexte des débuts de la présidence Tshisekedi : durant de longs mois, celui-ci apparaît comme un coin (mal) enfoncé dans un système Kabila toujours en place, un coin susceptible à tout moment de sauter ou d'être absorbé.

Le danger politique majeur demeure donc le retour de l'ancien président au sommet de l'État. Cette menace prend d'ailleurs corps au milieu de l'année 2020, lorsque la candidature au poste de président de la CENI d'une personnalité jugée favorable à Kabila est validée par le Parlement [16]. La décision suscite la convergence de fait des « combattants » de l'UDPS, des opposant.es de Lamuka ainsi que des militant.es de la Lucha et des autres mouvements citoyens dans les rues de Kinshasa et des principales villes du pays. Arguant de l'opposition de la rue, Fatshi refusera de signer la nomination de ce candidat. Malgré son péché originel, Félix Tshisekedi demeure donc un « allié objectif » des acteurs désireux de tourner effectivement la page Kabila.

Face À Une Présidence Sur La Pente Autoritaire

À la mi-2020, le rapport de force défavorable à Tshisekedi au sein de l'État congolais paraît donc s'aggraver, avec une CENI sur laquelle Joseph Kabila est en passe de renouveler son influence. Et pourtant, en quelques semaines seulement, dans un retournement de situation dont la scène politique congolaise a le secret, c'est finalement « Fatshi » qui s'impose sur son « allié-rival » et prend le contrôle des principales institutions de l'État, en enfreignant au passage les règles formelles des institutions concernées.

La contre-offensive présidentielle démarre en juillet 2020, avec le remaniement unilatéral de la Cour constitutionnelle, qui ouvre une crise inextricable avec le partenaire au pouvoir [17]. Au départ des positions institutionnelles qu'il contrôle, le FCC s'emploie durant de longues semaines à neutraliser la manœuvre. Le blocage finit par amener le président à sortir de l'alliance avec le camp Kabila et à se chercher une nouvelle majorité au parlement, moyennant une opération de cooptation à grande échelle des députés du FCC et de l'opposition [18]. L'Assemblée vote la destitution de son bureau en décembre, celle du premier ministre en janvier. Un nouveau premier ministre issu de la plateforme Cach est nommé en février et son gouvernement est validé par l'Assemblée deux mois plus tard. Dans la foulée, le président renforce son emprise sur l'armée et les services de sécurité. Comme le soulignent deux politistes, « [c]ette restructuration des réseaux clientélares à l'avantage de Tshisekedi est un développement crucial, dans un régime où ceux-ci constituent le fondement du pouvoir » [19]. Par ailleurs la tendance à faire primer les loyautés ethniques dans ces recompositions clientélistes s'est poursuivie, avec une prédominance de Baluba dans les personnalités sélectionnées aux postes clés de l'État [20]. Cette pratique alimente l'utilisation d'une rhétorique tribaliste anti-baluba par les adversaires politiques, qui percole pernicieusement dans les représentations populaires du pouvoir.

À l'annonce de la fin de la coalition Cach-FCC, les réactions de la Lucha sont positives, d'autant que la rupture est justifiée par la volonté du président de se donner les moyens politiques de mettre en œuvre son programme et de « répondre aux attentes des Congolais ». L'organisation salue également « l'exercice démocratique » que constitue la destitution de la présidente pro-Kabila de l'Assemblée. Le mode de consolidation du pouvoir tshisekediste entre cependant vite en tension avec l'idéologie légaliste du mouvement, qui estime bon de rappeler que « la fin ne justifie pas les moyens ». [21]

Au cours de l'année 2021, trois développements vont mener au durcissement des rapports entre la Lucha et l'État tshisekediste : l'instauration de l'état de siège à l'est, la montée de la répression et la

politisation de la CENI. Le 6 mai, Félix Tshisekedi décrète l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Bien que la Lucha ait enchaîné les actions pour exiger une réponse militaire à la violence dans ces régions, elle critique d'emblée ce dispositif sécuritaire, dont elle craint qu'il crée de nouveaux problèmes et aggrave la situation. La réalité des mois suivants confirme les prédictions du mouvement - non seulement le rythme des massacres ne faiblit pas, mais les militaires, couverts par l'état de siège, multiplient les abus et les exactions de toutes sortes contre la population et la société civile locales. À la mi-août, la Lucha lance une série de manifestations « pour une réponse étatique plus appropriée » [22]. Si la sensibilité politique de l'état de siège amène le mouvement à éviter la condamnation pure et simple du dispositif, la mobilisation sur ce dossier sécuritaire est considérée comme un geste hostile par le pouvoir tshisekediste. Ses partisans les plus zélés diffusent l'idée suivant laquelle la Lucha fait le jeu des groupes armés, voire qu'elle est le « bras civil » des ADF. Aussi extravagante qu'elle puisse paraître, cette accusation circule dans une partie de l'opinion publique, notamment parmi les étudiant.es de l'Université de Kinshasa. [23]

L'un des effets de l'état de siège dénoncé par la Lucha et les autres organisations de la société civile congolaise est la dégradation des libertés publiques. Le problème se pose au-delà des deux provinces militarisées. La consolidation du pouvoir présidentiel au cours des années 2020-2021 a été de pair avec une tendance à la répression de la parole publique - augmentation des intimidations, passages à tabac, arrestations et poursuites de militant.es et journalistes [24]. La Lucha est également visée, avec des détentions arbitraires de plus en plus longues pour certains de ses membres. C'est notamment le cas de ces deux militants emprisonnés de juillet à novembre 2021 pour avoir, dans un tweet, accusé des responsables de la fondation de la première dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, d'avoir détourné des biens destinés aux victimes de l'éruption du volcan Nyiragongo. [25]

Le troisième facteur ayant crispé les rapports entre la Lucha et le pouvoir tshisekediste est la prise de contrôle par celui-ci de la Commission électorale. Début juin 2021, une réforme de la CENI qui renforce le poids des représentants de la majorité et diminue celui de la société civile en son sein est adoptée par le parlement. Le mois suivant, un candidat à la présidence de la CENI proche de Félix Tshisekedi, Denis Kadima Kazadi, est désigné par la plateforme des confessions religieuses, malgré l'opposition des églises catholique et protestante. Le candidat controversé est entériné par l'Assemblée, puis par le président le 24 octobre, en dépit d'une contestation politique et sociale grandissante et de divisions au sein de l'Union sacrée, dont certaines composantes menacent de faire défection. Le contrôle de la Cour constitutionnelle et de la Commission électorale donne au chef de l'État les moyens institutionnels d'influencer les résultats de l'élection présidentielle de 2023, pour laquelle il est d'ores et déjà candidat.

L'église catholique a, dès le mois d'avril, pris les devants de la mobilisation contre la politisation de la CENI. Son refus d'avaliser le candidat Kadima au cours des négociations entre confessions suscite une hostilité croissante à son égard de la part des partisans de Tshisekedi. A la fin du mois de juillet, le choix pressenti de Kadima entraîne une convergence de plus en plus large d'acteurs politiques et civils réclamant l'indépendance de la CENI, en ce compris le FCC de Joseph Kabila, désormais dans l'opposition. Cette dynamique se cristallise, au lendemain de la nomination du nouveau chef de la centrale électorale, dans un front - les « forces politiques et sociales de la nation », bientôt baptisé « bloc patriotique » -, composé des comités de laïcs catholiques et protestants, de la coalition Lamuka et du FCC. Des marches de protestation sont organisées à partir de la mi-novembre. [26]

La Lucha contribue à son échelle aux mobilisations autour de l'enjeu de la centrale électorale. En juillet, en multipliant les déclarations et les communiqués sur les réseaux sociaux. Début août, en organisant deux sit-ins avec d'autres mouvements citoyens devant l'Assemblée nationale. Puis début septembre en annonçant sa participation à une marche de Lamuka, ce qui lui vaut une nouvelle fois d'être accusée de partialité. Enfin en novembre, le mouvement annonce qu'il est partie prenante des

marches organisées par les catholiques et les protestants, tout en marquant explicitement son refus de rejoindre une alliance – le « bloc patriotique » – à laquelle participe la coalition de Joseph Kabila, soit « les bourreaux d’hier ». [27]

Les Prix De L’intransigeance Et De L’extraversion

Dans l’ensemble, force est de constater que la Lucha sous Félix Tshisekedi a perdu l’influence qu’elle avait pu un temps revendiquer la période précédente. Comme le reconnaît un des porte-parole du mouvement, la Lucha n’a pas « réussi à pénétrer l’opinion comme dans le temps de Kabila » [28]. Cette marginalisation s’explique en bonne partie par l’intransigeance de l’organisation, qui privilégie systématiquement le respect des principes démocratiques sur les arrangements entre intérêts politiques. Un positionnement qui place non seulement la Lucha en contradiction avec les logiques du champ politique, où les rapports de force évoluent en fonction de paramètres échappant aux règles formelles, mais qui la met également en porte-à-faux avec la majorité de l’opinion publique, au sein de laquelle les logiques d’appartenance à caractère clientéliste prévalent souvent sur l’enjeu du respect de la règle démocratique. Beaucoup de militants en sont conscients et savent que leur moindre popularité, qu’ils espèrent transitoire, est « le prix à payer » d’une lutte « en défense des valeurs ». [29]

Il faut reconnaître aussi que, davantage encore qu’à l’époque de Kabila, la Lucha présente les caractéristiques d’un mouvement social « médiatique », au sens où son existence publique dépend davantage de la couverture médiatique (internationale notamment) favorable dont il a bénéficié que de sa capacité de mobilisation au-delà d’un noyau de militants [30]. Cette couverture a baissé, car l’intérêt médiatique est dicté par « l’originalité » et la « nouveauté », mais elle ne s’est pas effondrée, notamment grâce au maintien d’un réseau de sympathisants parmi les journalistes étrangers et nationaux qui continuent à voir dans la Lucha la pointe avancée de la jeunesse citoyenne.

La trajectoire d’internationalisation du mouvement a présenté bien des avantages – en termes de visibilité et de protection des militants arrêtés –, mais elle s’est graduellement traduite par une réputation, au sein d’une bonne partie du public congolais, de structure « hors-sol », présente sur les réseaux sociaux mais pas « sur terrain », et financée par l’étranger. Cette forme d’extraversion a produit d’autres effets, notamment l’apparition d’une forte compétition entre jeunes militants autour des rétributions symboliques et matérielles engendrées par la reconnaissance internationale (visibilité, contacts, voyages, études à l’étranger, exil), qui a fragilisé la cohésion interne et suscité des défections en cascade, entravant durablement l’élargissement du mouvement. Ces turbulences internes ont amené les principaux animateurs à privilégier un membership sélectif, dans une logique assumée de minorité active, voire de lanceur d’alerte. Du reste, en termes d’efficacité politique, le capital médiatique de la Lucha compense la faiblesse de son implantation.

François Polet est chargé d’étude au CETRI et doctorant en sociologie à l’Université de Liège.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Cetri

Notes

[1] L'Union pour la Démocratie et le Progrès social.

[2] En dehors du Maniema et d'une partie du Katanga.

[3] Surnom de Félix Antoine Tshisekedi

[4] Le FCC (Front commun pour le Congo) est la plateforme politique constituée autour du PPRD de Joseph Kabila dans la perspective des élections de 2018.

[5] La coalition Cach (Cap pour le changement) est la plateforme politique liant l'UDPS à l'UNC (Union pour la nation congolaise) de Vital Kamerhe.

[6] Outre le petit parti (l'Ecide) de Martin Fayulu, Lamuka inclut deux poids lourds de l'opposition à Kabila : le MLC de Jean-Pierre Bemba, ex-finaliste à la présidentielle de 2006, et la coalition Ensemble de Moïse Katumbi, ex-gouverneur de la province du Katanga.

[7] Englebert P. et Kasongo Kalumba G. (2020), « La politique au Congo au-delà des élections de 2018 », in Ndayiragije R. et al. (dir.), *Conjonctures de l'Afrique centrale 2021*, Paris, L'Harmattan

[8] La commission électorale nationale indépendante (CENI) est chargée de l'organisation des élections. Le président de la CENI à la fin de l'année 2018, Corneille Naanga, est sous l'influence de Joseph Kabila.

[9] Tweet du 23 janvier 2019.

[10] Hormis dans la capitale du Bandundu, province d'origine de Martin Fayulu.

[11] Très écoutée à Kinshasa, RFI avait été coupée préventivement par les autorités.

[12] Tweet du 23 janvier 2019.

[13] Appréciation formulée dans le premier bulletin annuel d'évaluation de la présidence, publié le 24 janvier 2020, anniversaire de l'investiture de Tshisekedi.

[14] Cette volonté de paraître « objectif » transparait notamment dans l'existence de deux colonnes - « aspects positifs » et « aspects négatifs » - dans les bulletins d'évaluation de la présidence.

[15] A partir du mois d'octobre 2019, cette zone est le théâtre d'une recrudescence de violences meurtrières menées par un mouvement rebelle étranger, les Forces démocratiques alliées (ADF). Des rapports indépendants pointent l'implication de groupes armés locaux et d'éléments de l'armée congolaise dans certaines attaques.

[16] La loi congolaise prévoit que le président de la CENI est sélectionné par les huit principales confessions religieuses du Congo, choix devant être entériné par le Parlement, avant nomination par ordonnance présidentielle. La majorité des leaders des églises étant cependant corrompus

par des entrepreneurs politiques, le président de l'institution est systématiquement un proche de la présidence. Sous Kabila comme sous Tshisekedi, l'église catholique, parfois rejointe par l'église protestante, est systématiquement mise en minorité dans les processus de sélection.

[17] Le cercle de Fatshi aurait profité d'un voyage du président de la Cour en Europe pour rédiger une fausse lettre de démission à son nom. Quelques jours plus tard, Tshisekedi nomme trois nouveaux membres de la Cour (sur neuf) sans l'accord du premier ministre, pourtant exigé par la constitution. D'autres dispositions constitutionnelles n'ont pas été respectées lors de cette nomination (www.politico.cd, 14/08/2020).

[18] Cent cinquante représentants se rallient à l'Union sacrée du président, la plateforme politique créée à cette fin, dont quatre-vingts membres du FCC et septante membres de Lamuka. Les adhésions ont été motivées par la menace présidentielle de dissolution des chambres et la distributions de généreuses contreparties financières. Entre 5000 et 15000 dollars par député pour le seul vote de défiance à l'endroit de la présidente de l'Assemblée (cfr. Englebert et Kasongo, 2020, op.cit.).

[19] Englebert P. et Kasongo Kalumba G. (2021), « Making Sense of DR Congo's Stunning Political Turnaround », *Democracy in Africa*, 19 février 2021, <http://democracyin africa.org/making-sense-of-dr-congos-stunning-political-turnaround>

[20] Englebert P. et Kasongo Kalumba G. (2020), op. cit. Rappelons que jusqu'en 2018, le favoritisme pro-katangaï des Kabila avait également suscité un ressentiment populaire à coloration ethnico-régionale, à l'égard des « Swahiliphones » cette fois-là.

[21] Tweet du 31 janvier 2021

[22] Communiqué de presse de la Lucha, 12 août 2021, <http://www.luchacongo.org/communique-de-presse-nord-kivu-ituri-il-faut-lever-letat-de-siege-main-tenant/>

[23] Entretiens téléphoniques avec deux militants kinoï de la Lucha, 20/11/2021.

[24] Human Rights Watch, *Congo : La répression s'intensifie*, Communiqué, 28 janvier 2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/01/28/rd-congo-la-repression-sintensifie>

[25] Leur arrestation avait fait suite à une plainte de la fondation visée. Poursuivis pour « diffamation » et « association de malfaiteurs », les deux militants ont été provisoirement libérés le 6 novembre 2021.

[26] <https://africa.la-croix.com>, 15/11/2021.

[27] Tweet du 16 novembre 2021.

[28] www.opinion-info.cd, 16/06/2021

[29] Tweet du 27/01/2021

[30] Marchetti D. (1998), « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites : l'exemple d'Act Up-Paris », in Eric Darras (dir.) *La politique ailleurs*, Paris, Puf.